

Ils militent depuis dix ans pour la gratuité de l'A 10

« Ah! vous êtes encore là, vous croyez que vous y arriverez un jour ? » Cette automobiliste résidant à Dourdan a l'habitude : une fois par an, elle sait qu'elle croquera l'association A 10 gratuite. Hier, les militants ont sorti les tracts pour leur distribution annuelle à la sortie du péage de Dourdan, sur l'A10, dans le sens Paris-province. Souvent soutenue par des élus des Yvelines et de l'Essonne, l'association a cette fois-ci fait carton plein auprès des politiques. Elections législatives obligent, quasiment tous les candidats dans les circonscriptions voisines du péage étaient présents, quelle que soit l'étiquette politique.

Des « mesurette marginales »

« Le péage de Dourdan coûte 400 à 450 € par an pour les salariés habitant dans le secteur, indique Jean-Claude Lagron, président de l'A10 gratuite. Et pour les usagers des péages d'Ablis et d'Allainville (Yvelines), cela leur revient à 1 200 €. C'est un cas unique en Ile-de-France : un tronçon payant sur une autoroute à moins de 30 km de Paris. Pour y mettre un terme, un seul moyen :



DOURDAN, HIER. Les militants de l'association A 10 gratuite distribuent des tracts aux automobilistes, soutenus par des candidats aux législatives dans les circonscriptions voisines du péage.

(LP/C.CH.)

que les politiques s'attaquent enfin au lobby autoroutier et à Cofiroute.» Une façon de tacler Nathalie Kosciusko-Morizet, ancienne ministre et député (UMP) de la 4^e circonscription. « Nous avons tout de même fait évoluer

la situation : la mise en place de tarifs préférentiels pour le covoiturage et les usagers très réguliers, l'aménagement de parkings et la circulation des bus sur la bande d'arrêt d'urgence avant l'ouverture d'une voie dédiée pour se

rendre aux Ulis et à la gare de Massy », se défend le député, candidate à sa réélection et présente hier au péage.

Des « mesurette marginales » pour l'association. Ses adversaires politiques, comme Jacques Picard (conseiller régional EELV venu soutenir le candidat Steevy Gustave), rappellent que c'est un gouvernement de droite qui a renouvelé le contrat de concession à Cofiroute, qui coule maintenant jusqu'en 2031 et qui coûterait 100 M€ s'il devait être racheté. D'autres candidats, comme Béatrice Périé (PS, 2^e circonscription), sont là pour rappeler que tant que le péage n'est pas gratuit, cela intensifie le trafic sur d'autres axes, comme la N 20.

En marge de ces querelles politiques, les automobilistes se rangent naturellement du côté de l'association. « J'emprunte ce péage tous les jours, confie Carole. Cela me coûte près de 450 € par an, mais je n'ai aucun autre moyen de transport. » Sur 90 000 usagers quotidiens de ce tronçon, 10 000 sont Franciliens. Tous espèrent voir prochainement les barrières à péage disparaître.

CÉCILE CHEVALLIER